

**Adresse aux adhérents de la FSU pour la préparation du V<sup>e</sup> Congrès**

(Marseille, 29 janv.-2 fév. 2007)

**Pour un syndicalisme de lutte de classe !**

**Pour une lutte unitaire centralisée de tous les travailleurs du public et du privé  
pour vaincre le gouvernement et le patronat !**

**Pour la solidarité internationale des travailleurs contre l'impérialisme !**

Camarades de la FSU, le Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique (CILCA), qui regroupe des militants de différents secteurs professionnels, de différentes organisations syndicales (CGT, FSU, SUD, FSE, UNEF...) et de différentes sensibilités, tient à s'adresser à vous à l'occasion de la préparation de votre V<sup>e</sup> Congrès.

**Votre fédération joue un rôle important dans le déroulement de la bataille de classe dans notre pays** car les secteurs de la fonction publique et de l'enseignement constituent un enjeu et un terrain d'affrontements essentiel entre les grands intérêts financiers qui dirigent l'économie pour leur propre profit maximum et la très grande majorité des travailleurs manuels et intellectuels, de la jeunesse et de la plus grande partie de la population.

**Dans la dernière période, vous avez participé avec combativité à un certain nombre de luttes qui ont compté dans la vie politique et syndicale** : contre le projet de loi Fillon et pour la défense du système des retraites par répartition en 2003, contre le projet de TCE en 2005, contre le CPE et le CNE en 2006...

Or, malgré le caractère massif et parfois impressionnant de ces mouvements auxquels vous avez participé en consentant des sacrifices personnels et financiers conséquents, et en dépit de succès limités qui ont pu être obtenus (comme la victoire du Non au référendum du 29 mai 2005 et le retrait du CPE au printemps dernier), **ce sont les reculs qui l'emportent et les mauvais coups continuent à pleuvoir contre l'ensemble des travailleurs** :

- Les licenciements, les privatisations, les délocalisations continuent à se dérouler dans le secteur privé, engendrant un chômage et une précarisation galopants ;
- Le pouvoir d'achat continue à stagner pour la plupart et à baisser pour beaucoup ;
- Le recul de la protection sociale se poursuit à grands pas : réforme Fillon des retraites de la Fonction publique (parallèle à la réforme Balladur de 1993 pour le privé), contre-réforme Douste-Blazy de l'assurance-maladie, déremboursements de médicaments, etc.
- Le démantèlement du service public, des statuts et notamment de l'Éducation nationale : imposition d'une logique de plus en plus comptable de gestion (LOLF), décentralisation des personnels TOS, précarisation croissante, mise en cause du statut des enseignants (création d'un corps d'EVS sous-payés dans le primaire, mise en place d'un corps d'« enseignants-référents » hors statut dans les collèges, attaque contre les décrets de 1950 pour les professeurs certifiés et agrégés), fonds publics de plus en plus importants pour les écoles privées, etc. ;
- La dégradation des diplômes et des concours et la mise en cause de leur caractère national, donc de leur valeur sur le marché du travail : loi Fillon sur l'école, loi de prétendue « harmonisation » européenne dite LMD (Licence-Master-Doctorat) dans les Universités...

**Non aux « concertations » et au « dialogue social » avec le gouvernement !**

Dans une telle situation, camarades de la FSU, il nous semble qu'il est plus que temps de **tirer le bilan de la stratégie d'émiettement des luttes, de division et de participation à toutes les instances de pseudo-concertation** que les gouvernements successifs ont su créer pour désamorcer le mécontentement qui montait contre les conséquences désastreuses de leur politique concernant la Fonction publique et en particulier de l'Éducation, de l'enseignement et de la recherche. Au nom du « dialogue social », on a vu en effet dans la dernière période différents dirigeants de la FSU :

- accepter de siéger dans des commissions de réforme de la Fonction Publique ;
- se faire les artisans zélés de l'application de la réforme LMD, dont la direction du SNESup a le front de revendiquer « une meilleure lisibilité » (cf. la « Lettre flash » du SNESup du 26 octobre dernier) ;

- participer, en plein déroulement du mouvement anti-CPE, à la convention Éducation de l'UMP, comme c'est le cas de Gérard Aschieri !

Comme les dirigeants des confédérations, ceux de la FSU justifient toujours par un souci d'efficacité cette politique de participation à toutes les concertations organisées par le gouvernement pour associer les organisations syndicales à la mise en place des mesures de régression sociale. Il faudrait « utiliser toutes les occasions de débat », ne pas « pratiquer la politique de la chaise vide », « peser sur le débat pour faire valoir nos solutions », etc.

Mais le problème, c'est qu'au bout de toutes ces concertations et autres « diagnostics partagés », il y a eu :

- La loi Fillon sur les retraites en 2003, qui s'appuyait sur les travaux du « Conseil d'Orientation des Retraites » auquel participaient les directions syndicales ;
- La contre-réforme Douste-Blazy de l'assurance-maladie, concrétisant les propositions du « Haut conseil de l'assurance-maladie », dont les directions syndicales étaient parties prenantes ;
- La réforme Fillon sur l'école en 2005, née du prétendu « grand débat » dont les directions fédérales se sont fait complices.

### **Non à la tactique des « journées d'action » dispersées, pour les méthodes de la lutte de classe !**

Or alors même qu'en 2003, 2005 et 2006, on a assisté à de puissantes mobilisations qui ont parfois atteint une ampleur rarement égalée dans les dernières décennies, **les directions de la FSU et des principales organisations syndicales ont fait obstacle par tous les moyens à la généralisation de la grève et à sa centralisation pour vaincre le gouvernement**. C'est ainsi qu'au nom de la stratégie des « temps forts » et des « journées d'action » émiettées et espacées dans le temps, elles ont conduit :

- à l'épuisement du puissant mouvement de grèves et de manifestation de mai-juin 2003 contre la loi sur les retraites, avec le refus de la FSU et des confédérations d'appeler à la grève générale interprofessionnelle alors que l'état de la mobilisation la rendait possible ;
- à l'isolement de la puissante protestation des lycéens contre la loi Fillon sur l'école en 2005, malgré la grande manifestation du 10 mars qui avait prouvé la volonté des travailleurs d'en découdre avec le gouvernement ;
- à sauver le gouvernement Villepin au printemps dernier, en refusant d'appeler à la grève jusqu'au retrait de toute la LEC et du CNE, en espaçant les journées d'action tout au long du mois de mars (7, 16, 18, 28), enfin en s'en remettant à Chirac, à Sarkozy, puis aux parlementaires pour abroger la loi que le premier avait promulguée, alors même qu'il y avait eu 3 millions de personnes dans la rue les 28 mars et 4 avril !

### **Pour le regroupement des militants syndicaux lutte de classe !**

Face à cette politique de la direction fédérale, **le CILCA se propose de rassembler les militants lutte de classe au-delà de leurs diverses sensibilités, dans l'objectif commun de reconstruire le syndicalisme de lutte de classe** et de combattre ensemble contre les directions syndicales qui s'enfoncent chaque jour davantage dans la collaboration de classe. Camarades de la FSU, nous vous proposons de combattre ensemble pour :

- Lutter contre le gouvernement et le patronat pour sauvegarder les acquis, avec l'objectif de lui infliger une défaite sans se subordonner aux échéances électorales ;
- Préparer dans l'unité la plus large de toutes les organisations du mouvement ouvrier une offensive générale et centralisée des travailleurs et de la jeunesse ;
- Participer activement à la lutte contre les discriminations et la répression à l'encontre de tous les travailleurs immigrés (avec ou sans papiers) : contre les expulsions, les contrôles au faciès et les provocations policières dans les banlieues, pour la régularisation des sans-papiers, pour l'abrogation de la loi CESEDA et de toutes les lois anti-immigrées promulguées par les gouvernements successifs depuis près de trente ans ;
- Lutter avec intransigeance sur les bases de l'internationalisme prolétarien contre l'impérialisme et notamment contre l'impérialisme français, pour exiger le retrait des troupes françaises de tous les théâtres d'opération où elles sont engagées (Liban, Afghanistan, Afrique).

- Lutter pour la constitution d'une centrale syndicale unique regroupant tous les travailleurs sur la base des principes de la lutte de classe et de la démocratie ouvrière, incluant le droit de tendance.

### **Présentation critique des différentes plates-formes soumises au vote des adhérents**

*C'est dans cette perspective que le CILCA a analysé les plates-formes soumises par les différentes tendances de la FSU au vote des adhérents à l'occasion du Ve Congrès : pour participer au débat démocratique, le CILCA estime utile de donner ici son avis sur ces différentes plates-formes.*

- Dans l'intérêt du syndicalisme de classe, **il faut d'abord et avant tout que, à l'occasion du congrès, la tendance actuellement majoritaire, « Unité et action » (U&A), soit le plus possible affaiblie.** Non seulement, en effet, elle est la *principale responsable de l'orientation néfaste de la FSU* que nous avons critiquée ci-dessus, mais en outre *elle propose de persévérer plus que jamais dans cette voie !* Sa profession de foi pour le congrès n'a rien d'anti-capitaliste et ne propose aucune autocritique de l'orientation mise en œuvre ces dernières années. Elle va jusqu'à prétendre que le retrait du CPE aurait été obtenu grâce à la FSU et aux directions des confédérations syndicales... alors qu'elle-même a refusé d'appeler à la grève des enseignants et que le retrait du CPE a en fait été imposé par la grève générale des étudiants et lycéens, soutenue par des millions de salariés. De plus, U&A persiste dans sa volonté de faire de la FSU une « force de propositions » et de « dialogue social » : or cela signifie concrètement qu'elle veut encore amplifier la collaboration de la FSU avec le gouvernement (quel qu'il soit), au lieu de rompre avec lui en refusant de participer aux « concertations » préparatoires aux contre-réformes.
- En second lieu, **il faut affaiblir aussi la tendance « École émancipée » (ÉE), qui a co-dirigé la FSU (et la plupart de ses syndicats nationaux) depuis le précédent congrès :** au-delà de quelques critiques verbales plus ou moins épisodiques, *ÉE a le plus souvent soutenu ouvertement les dirigeants U&A.* Sa profession de foi se présente certes comme un peu plus « anti-libérale » que celle d'U&A, mais elle ne propose nullement une orientation de lutte de classe : *elle se prononce pour un « alter-mondialisme » qui ne saurait en fait être rien d'autre qu'un « alter-capitalisme »* (un peu moins de « concurrence libre et non faussée » un peu plus d'État capitaliste régulateur...). Concrètement, si elle critique la direction de la FSU pour n'avoir « pas livré jusqu'au bout la bataille pour le retrait de la loi Fillon, laissant les lycéens trop isolés », *ÉE n'a rien à critiquer dans la stratégie anti-grève de la FSU pendant tout le mouvement du printemps 2006.* Elle va jusqu'à se féliciter de l'« unité sans exclusive » des directions syndicales, donc y compris avec les syndicats jaunes de la CFDT qui se sont battus ouvertement contre la grève et pour la levée des blocages dans les facts et les lycées ! Aujourd'hui, *elle refuse de dénoncer la stratégie de collaboration de classe et du « dialogue social » qui est celle de la FSU.* Et, pour l'avenir, elle affirme vouloir « un large mouvement interprofessionnel », mais *elle ne critique pas la tactique favorite de la FSU des « journées d'action » impuissantes car dispersées et sans lendemain,* et elle ne trace pas la perspective stratégique fondamentale d'une mobilisation de classe unie et centralisée pour vaincre le gouvernement.

*Face à ces deux tendances alliées de la direction fédérale, plusieurs tendances oppositionnelles proposent chacune une orientation qui contient des éléments très positifs, mais aussi des limites plus ou moins importantes :*

- **La tendance « Pour la reconquête d'un syndicalisme indépendant » (PRSI) propose toute une liste de revendications très justes :** pour la défense des statuts nationaux, contre le transfert des TOS aux régions, la LOLF, le protocole d'accord sur les directeurs d'école et le LMD, pour la défense de l'enseignement spécialisé, etc. Elle se prononce également, à juste titre, pour la défense des organisations syndicales indépendantes, contre l'adhésion de la FSU à la CES, contre « les propositions du gouvernement sur le "dialogue social" », pour le maintien du lien historique entre les personnels de l'Éducation et la classe ouvrière, etc. *Cependant, PRSI ne propose aucune orientation anti-capitaliste et elle ne combat pas frontalement la direction de la FSU ; au contraire, elle va jusqu'à lui délivrer un satisfecit pour son orientation pendant le mouvement du printemps !* Comme ÉE, PRSI fait croire que le retrait du CPE aurait été imposé par l'« unité » des directions syndicales, passant sous silence la grève générale des étudiants et la grève massive des lycéens (d'ailleurs, tout au long du mouvement, PRSI a refusé de soutenir le blocage des établissements). De plus, *dans la pratique, PRSI ne s'oppose pas à la direction de la FSU sur des questions fondamentales.* C'est ainsi que, lors du CDFN des 20 et 21 octobre, les élus PRSI ont voté avec la direction de la FSU (U&A et ÉE) *contre* les deux motions tout à fait justes proposées par les élus de la tendance Front unique : ils ont voté contre la motion proposant que « le CDFN de la FSU se prononce d'ores et déjà pour le retrait du projet de loi de "modernisation du dialogue social" du gouvernement Chirac Villepin Sarkozy », s'engage à ne « participer à aucune concertation visant à son élaboration » et « décide de rompre immédiatement la concertation avec le gouvernement sur la "modernisation du dialogue social dans la Fonction Publique" ». Et les élus PRSI ont même voté contre la motion se prononçant « pour le retrait immédiat du projet de décret du gouvernement » remettant en cause le statut des enseignants du second degré et refusant « toute participation à la concertation annoncée par le gouvernement ». Or, peut-on prétendre incarner une orientation alternative à celle de la direction quand on vote avec elle contre des motions aussi élémentaires ?

- **La tendance Émancipation propose une orientation clairement anti-capitaliste, dénonce à juste titre l'orientation de la direction de la FSU pendant les mouvements de 2003, 2005 et 2006, se prononce très correctement pour l'unification des luttes, pour l'auto-organisation de ceux qui combattent, pour la « perspective de la grève générale »,** pour des sections syndicales inter-catégorielles à tous les niveaux, pour la démocratie syndicale, pour une « indispensable (ré)unification syndicale, indissociable de la défense du droit de tendance », et qui ne peut naître que des luttes interprofessionnelles, etc. *Cependant, Émancipation n'accorde pas assez d'importance au*

*combat central contre la collaboration de la direction fédérale avec le gouvernement* : elle ne met pas au centre de son orientation la lutte contre la « concertation » et le « dialogue social », qui sont pourtant fondamentaux dans la stratégie de la FSU aujourd'hui. De plus, *Émancipation fait preuve d'un comportement trop « identitaire » en mettant en avant tout un programme « syndicaliste-révolutionnaire »*, dont certains points sont très éloignés des revendications actuelles des personnels et relèvent souvent de perspectives lointaines : c'est le cas, par exemple, de l'exigence d'un « corps unique », qui n'est pas possible actuellement et risque de faire obstacle au nécessaire combat immédiat contre la tentative du gouvernement de briser les statuts nationaux. Or *cette attitude identitaire conduit à l'auto-isolement* et ne permet pas de répondre aux urgences du moment, qui se concentrent dans la nécessité d'affaiblir la direction fédérale et, par conséquent, de la combattre par le *rassemblement immédiat le plus large des militants et adhérents partisans de la lutte de classe*, de l'anti-capitalisme et de la grève générale.

• **La tendance « Front unique »** propose une orientation correcte pour la défense des statuts et des acquis, contre le budget 2007 du gouvernement, contre le double langage de la direction fédérale, contre le prétendu « dialogue social » et toute la politique de « concertation » des directions syndicales, pour qu'elles rompent avec le gouvernement, pour lui « infliger une défaite décisive (...) avant les présidentielles », contre la tactique de la « grève de 24 heures », etc. FU a en outre le mérite de ne pas capituler face à la pression médiatique et bureaucratique, en se prononçant contre « l'envoi des troupes françaises au Liban », contre « la résolution 1701 qui vise à renforcer la FINUL, troupe d'occupation » et pour « le boycott du transport des troupes et de tous les moyens militaires ». Cependant, pendant la grève générale étudiante du printemps, *la tendance FU ne s'est guère battue pour l'objectif de la grève générale comme seul moyen de vaincre le gouvernement*, se contentant de répéter avant tout, comme elle le fait de manière routinière sur toutes les questions, qu'il fallait une « manifestation à l'Assemblée nationale » (mot d'ordre juste, mais très insuffisant à lui seul). Corrélativement, *elle ne s'est pas réellement battue pour l'extension de la grève et pour l'auto-organisation des travailleurs et des jeunes* (se contentant comme d'habitude de proposer des motions dans les instances syndicales et dans quelques AG), alors que c'était le seul moyen d'imposer aux directions syndicales ce qu'elles ne voulaient pas faire. En conséquence, dans sa plate-forme pour le Ve Congrès, *FU ne pas dit un mot sur la grève des étudiants et des lycéens*, comme si l'absence de concertation préalable sur le CPE et l'unité formelle des directions syndicales suffisaient à expliquer le retrait de celui-ci. De plus, *la plate-forme de FU est trop corporative*, elle ne se prononce pas pour des sections syndicales intercatégorielles, ni pour l'objectif d'une confédération unique de lutte de classe... ni même pour d'autres revendications que celles des fonctionnaires ! Enfin, de manière générale, *la tendance FU ne combat guère pour regrouper largement les militants lutte de classe de différentes sensibilités* dans le combat contre les directions de la FSU et des confédérations.

• Enfin, bien qu'elle n'existe pas au niveau national, il faut présenter ici la **plate-forme commune proposée pour le congrès de la FSU 75 par trois tendances oppositionnelles : Émancipation, Pour un syndicalisme de lutte (PSL, tendance du SNASUB) et Ensemble (tendance du SNUIPP)**. Sous le titre « Donnons-nous enfin les moyens de gagner », *ce regroupement énumère une série de revendications très justes* : contre les suppressions de postes, la décentralisation et les privatisations, pour la défense des statuts, pour « 300 € pour tous intégrés en points d'indices et un relèvement important des bas salaires », contre l'apprentissage à 14 ans, pour que « tous les élèves (reçoivent) une formation polytechnique de la maternelle à l'université », contre le financement public des écoles privées et pour leur « nationalisation laïque », pour « l'arrêt de tout recrutement de personnels non titulaires ainsi que, pour solde de tout compte, le réemploi et la titularisation sans conditions de tous les précaires de tous les précaires en place dans les corps de fonctionnaires existants ou à créer », etc. De plus, *ce regroupement oppositionnel critique la passivité actuelle de la direction fédérale* et le fait qu'elle a « capitulé sur la décentralisation et les retraites en 2003, la loi Fillon en 2005 et (...) n'a pas poursuivi la lutte après le recul du pouvoir sur le CPE quand les directions fédérales et confédérales avaient du renoncer, devant la détermination de la jeunesse, au règlement "négocié" d'une crise sociale majeure ». Elle se prononce à juste titre « pour une orientation alternative à celle de la direction », « pour que la FSU cesse de reculer », contre le « syndicalisme d'accompagnement », pour « la lutte de classe comme modalité centrale de l'action », pour la « reconstruction du syndicalisme de lutte », pour la démocratie syndicale, pour l'auto-organisation des personnels en lutte et pour « l'objectif à terme » d'une « unification syndicale avec droit de tendance ». Enfin, il faut souligner qu'on a affaire ici à un exemple unique de ce qu'il faudrait faire partout : le *rassemblement de militants lutte de classe de tendances différentes privilégiant leurs points communs sur leurs divergences*, afin de répondre à l'urgence de l'heure, qui est de défendre le syndicalisme de lutte de classe et de combattre ensemble la direction fédérale. Cependant, la plate-forme de ce regroupement a aussi des limites importantes : *elle dénonce plutôt le « libéralisme » que le capitalisme*, ce qui est source de confusions ; *elle ne se prononce pas pour l'objectif d'une lutte unie centralisée pour vaincre le gouvernement* ; *elle a le grand tort de ne pas dénoncer la tactique des « journées d'action » dispersées et sans lendemain et la politique de « concertation » de la direction fédérale avec le gouvernement*.

Pour sa part, conformément à sa démarche générale visant à regrouper les militants lutte de classe pour agir ensemble dans la FSU comme dans les autres organisations, **le CILCA vous appelle, camarades de la FSU, à débattre et à combattre ensemble dans l'objectif ultime de vaincre la politique collaboratrice de la direction fédérale, et par conséquent à nous rejoindre sans attendre !** — Dans le cadre de la préparation des congrès départementaux et du congrès national, certains des militants FSU du CILCA figurent sur certaines des listes oppositionnelles, malgré leurs réserves communes sur un certain nombre de points de leurs plates-formes respectives ; mais **le CILCA en tant que tel ne choisit pas une tendance oppositionnelle particulière**, car ce serait contradictoire avec sa vocation même, avec toute la méthode de regroupement qu'il propose. Cependant, le

***CILCA appelle les adhérents de la FSU à faire en sorte d'affaiblir au maximum les listes de la direction sortante (U&A et ÉÉ) et à voter massivement pour les plates-formes les plus clairement oppositionnelles.***

**Site CILCA : <http://courantintersyndical.free.fr> — Courriel : [courantintersyndical@free.fr](mailto:courantintersyndical@free.fr) — Tél. : 06 66 25 16 65**